



Maison de l'Europe Nantes

Politique de protection de l'enfance

1. INTRODUCTION

- 1.1 Pourquoi cette politique de protection de l'enfance
- 1.2 Champ d'application de la politique de l'enfance

2. DÉFINITIONS

- 2.1 Enfant
- 2.2 Abus envers les enfants
- 2.3 Abus physique
- 2.4 Abus émotionnel
- 2.5 Abus sexuel
- 2.6 Négligence
- 2.7 Travail des enfants
- 2.8 Participation des enfants à des travaux légers

3. PRINCIPES : PRÉVENTION DES ABUS

- 3.1 Principes généraux
- 3.2 Sensibilisation
- 3.3 Prévention

4. MISE EN OEUVRE ET PROCÉDURES

- 4.1 Recrutement, sélection, période d'intégration
- 4.3 Procédure d'alerte en cas de non-respect de la politique
- 4.3 Confidentialité
- 4.4 Contractualisation avec des partenaires



1. Introduction

1.1 Pourquoi cette politique de protection de l'enfance

La Maison de l'Europe, en tant qu'association d'intérêt général, et toute personne collaborant avec la Maison de l'Europe doivent reconnaître les risques encourus par les enfants, assumer la responsabilité de les protéger des abus et exploitations, se comporter avec professionnalisme et intégrité à tout moment, et agir en permanence dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Cette politique vise à protéger les enfants de tout abus ou maltraitance commis intentionnellement ou non à leur égard. Elle s'applique autant à la Maison de l'Europe en tant qu'association qu'à toute personne collaborant avec la Maison de l'Europe, et notamment les organisations prestataires et organisations partenaires. Cela s'applique également à ses associations membres et aux usagers du lieu dont elle a la charge Europa Nantes.

Pour les personnes placées sous la responsabilité de la Maison de l'Europe (personnes titulaires d'un contrat de travail avec la Maison de l'Europe, temporaire ou permanent, stagiaires, volontaires ou bénévoles, personnes invitées dans les locaux ou sur les activités), cette politique s'applique dans toutes les situations, professionnelles ou non, sur le temps de travail comme en dehors du temps de travail. La Maison de l'Europe s'assure que toute personne collaborant avec elle est informée de l'existence et du contenu de la politique de protection de l'enfance. Les questions plus vastes liées à la protection de l'enfance, et plus généralement la jeunesse, et qui se posent en dehors du cadre de l'association seront traitées à travers les activités mises en place au sein des projets.

Cette Politique de Protection de l'Enfance a été approuvée au cours la réunion de Bureau de la Maison de l'Europe du 3 février 2025.

1.2 Champ d'application de la politique de l'enfance

Toute personne travaillant auprès d'enfants et de jeunes de moins de 18 ans doit faire preuve d'une attention particulière à leur égard.

2. Définitions

2.1 Enfant

Un enfant est défini comme toute personne âgée de moins de 18 ans.

2.2 Abus envers les enfants

L'abus envers les enfants est un terme générique qui comprend toutes formes de maltraitance physique ou émotionnelle, notamment, abus sexuels, négligence ou exploitation impliquant une atteinte potentielle ou réelle à la santé de l'enfant, à sa survie, à son développement ou à sa dignité, en particulier dans le cadre d'une relation de responsabilité, de confiance ou de pouvoir.



2.3 Abus physique

Il s'agit d'une maltraitance physique réelle ou supposée, ou d'un manquement dans la prévention d'une violence physique ou de toute souffrance d'un enfant.

2.4 Abus émotionnel

La notion d'abus émotionnel inclut les abus verbaux, la discrimination, la négligence, la maltraitance psychologique. Cela fait référence aux effets néfastes réels ou supposés sur le développement émotionnel ou comportemental de l'enfant causés par une maltraitance répétée ou sévère, ou par un rejet.

2.5 Abus sexuel

Il s'agit de toute intrusion physique à caractère sexuel commise par la force, sous la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, ou la menace d'une telle intrusion.

2.6 Négligence

La négligence désigne tout acte volontaire ou non, réalisé par omission ou insuffisance, qui compromet la santé, la sécurité et le développement de l'enfant, tout en prenant en compte le contexte, les ressources et les circonstances. Elle désigne l'incapacité durable à satisfaire les besoins physiques et/ou psychologiques de base de l'enfant ayant de fortes chances d'entraîner des troubles sérieux du développement physique et cognitif de l'enfant.

2.7 Travail des enfants

Le travail des enfants et des mineurs est notamment régi par les règles de la convention 138 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui prévoient plusieurs limites d'âge dont les suivantes :

- L'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.
- Cet âge minimum ne doit pas être inférieur à dix-huit ans pour un emploi ou un travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Cette limite d'âge peut être portée à seize ans si la santé, la sécurité et la moralité des adolescents concernés sont pleinement garanties et s'ils ont reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle.

Dans la présente politique, le travail des enfants et des mineurs fait référence à l'emploi et au travail d'enfants de moins de quinze ans. La Maison de l'Europe est vigilante concernant cette dernière limite d'âge, en particulier s'agissant de la préservation de l'accès à la scolarité et à la formation professionnelle des enfants. Par ailleurs, tout en respectant le cadre légal national, la



Maison de l'Europe veille à employer des personnes de plus de 18 ans et encourage toute personne collaborant avec elle à respecter cette règle.

2.8 Participation des enfants à des travaux légers

Cela fait référence à la participation d'un enfant ou d'un jeune de moins de 18 ans à une activité rémunérée ponctuelle, qui n'affecte ni sa santé ni son développement, et ne constitue pas une entrave à sa scolarité ou sa formation professionnelle. Aucune participation à des travaux légers n'est autorisée pour les moins de 12 ans (Convention 138 OIT).

3. Principes : prévention des abus

3.1 Principes généraux

La Maison de l'Europe s'engage en faveur des principes issus de la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant (1989) incluant ses protocoles facultatifs :

- Tous les enfants ont droit à la protection contre les abus et les exploitations.
- Tout adulte a une responsabilité quant au soutien et à la protection des enfants, et doit agir en tenant pleinement compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.
- Les organisations ont un devoir d'attention envers les enfants qu'elles, ou leurs représentants, sont amenés à côtoyer dans le cadre de la mise en œuvre des activités. Elles doivent agir au mieux pour fournir aux enfants le soutien dont ils ont besoin et contribuer à un environnement protecteur.
- Les enfants sont des acteurs de leur propre protection et développement, ce qui n'exempte pas les intervenants et les parents de leurs responsabilités.

La Maison de l'Europe s'engage en faveur des droits des enfants et réaffirme sa politique de tolérance zéro vis-à-vis des abus commis à leur encontre.

La Maison de l'Europe encourage la création, au sein de ses activités, d'espaces réservés aux enfants afin de leur permettre de soulever les questions en lien avec leur sécurité.

3.2 Sensibilisation

La Maison de l'Europe s'engage à sensibiliser toute personne collaborant avec elle (salariés, volontaires, services civiques, stagiaires et bénévoles) , telle que définie au point 1.2 de la présente politique, afin qu'elle comprenne les principes et dispositions de cette politique, les procédures d'alerte ainsi que son suivi. Cette sensibilisation comprend notamment :

- Une information des personnes précitées sur :
 - La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant (1989), incluant ses protocoles facultatifs qui constituent la référence de notre politique en matière de protection de l'enfance.
 - Les lignes directrices sur l'utilisation des réseaux sociaux par les salariés de la Maison de l'Europe, précisant notamment que l'utilisation des images doit être soumise au consentement des enfants, de leurs familles et des communautés, et faite en respectant leur dignité.
 - La stricte interdiction de posséder ou consulter du matériel pornographique.



- Une sensibilisation particulière sur les éléments suivants :
 - Tous les enfants ont les mêmes droits et doivent être traités avec dignité, respect, délicatesse et équité.
 - Les vulnérabilités liées au genre et au handicap en matière de protection de l'enfance.

3.3 Prévention

Dans le cadre de la mise en œuvre des interventions de la Maison de l'Europe, une évaluation des risques couverts par la présente politique est conduite en fonction des circonstances. Une stratégie d'atténuation de risques, incluant des mesures de prévention, est développée et prise en compte dans la mise en place des activités qui impliquent les enfants ou ont un impact sur eux, afin que le risque pour les enfants soit minimisé et que l'approche « Do No Harm » (Ne pas nuire) soit respectée.

La Maison de l'Europe s'engage à inclure dans la communication envers ses partenaires les mesures de prévention. La Maison de l'Europe s'assure que ses partenaires intègrent dans leurs interventions l'approche « Do No Harm » (Ne pas nuire).

4. Mise en œuvre et procédures

4.1 Recrutement, sélection, période d'intégration

Avant de commencer à travailler pour la Maison de l'Europe, chaque candidat doit passer toutes les étapes d'un processus de recrutement sécurisé.

Toute personne titulaire d'un contrat de travail avec la Maison de l'Europe (temporaire ou permanent), consultant, stagiaire, volontaire ou bénévole engagé par la Maison de l'Europe, est informée de cette politique de protection de l'enfance. Le document lui est remis au moment de la signature de son contrat ou de sa convention (de stage, de service civique, de bénévolat).

4.2 Procédure d'alerte en cas de non-respect de la politique

Lorsque des soupçons, ou une dénonciation d'abus ou de négligence sont rapportés, la procédure à suivre est la suivante :

- Dans le cas où la personne mise en cause est un salarié, elle peut être immédiatement mise à pied à titre conservatoire, le temps d'enquêter et de prendre les mesures appropriées.
Dans les autres cas, la Maison de l'Europe peut immédiatement interdire l'accès aux locaux, matériels et activités de la Maison de l'Europe, le temps d'enquêter et de prendre les mesures appropriées. La Maison de l'Europe peut, le cas échéant, demander à ses partenaires de mettre à pied ou à l'écart la personne mise en cause, le temps d'enquêter et de prendre les mesures appropriées.
- Le salarié de la Maison de l'Europe est sanctionné disciplinairement en fonction de la gravité de la faute, conformément aux dispositions applicables, notamment la loi applicable au contrat.



Pour les mêmes raisons, la Maison de l'Europe demandera officiellement à l'organisation partenaire de prendre les mesures appropriées à l'encontre de la personne mise en cause.

- Dans tous les cas, la Maison de l'Europe ne fait pas obstacle à la législation locale, et met tout en œuvre pour assurer une procédure judiciaire équitable au cas où l'un des membres du personnel serait mis en cause.
- Toute déclaration fautive, malveillante ou outrageante portée contre une personne titulaire d'un contrat de travail avec la Maison de l'Europe (temporaire ou permanent), les consultants, les personnels stagiaires, volontaires ou bénévoles, peut faire l'objet d'une enquête et donner lieu à des mesures appropriées, y compris de nature disciplinaire.

4.3 Confidentialité

Le respect de la confidentialité prévaut pour toute question liée à cette politique. Cela signifie qu'aucune information rapportée par des enfants et/ou d'autres individus sur toute forme d'abus envers un enfant ne doit être rendue publique sans l'approbation préalable de l'enfant/ ses parents/ son tuteur légal et/ou celui qui l'a rapportée. La Maison de l'Europe s'assure que les enfants concernés (et leurs familles) sont tenus informés du processus mis en place pour gérer l'incident et ses conséquences.

Les soupçons, allégations ou divulgations sont consignés par écrit. Les rapports sont aussi précis que possible et doivent contenir un exposé exact des faits, de leur chronologie et des mesures prises.

À tout moment, le transfert d'information (verbal ou électronique) doit être fait en respectant la confidentialité.

Au cas où l'accusation concerne un membre d'une autre organisation, la présidente de l'association Maison de l'Europe décide de la façon de traiter la question avec l'organisation impliquée avant d'envisager de porter l'affaire devant une tierce partie, tout en respectant les lois locales en vigueur.

4.4 Contractualisation avec des partenaires

La Maison de l'Europe n'établit pas de partenariat avec une organisation dont le personnel ou les membres sont susceptibles de commettre un abus à l'égard d'enfants, tel que défini dans le point 2. Toute information fondée relatant de telles pratiques conduit la Maison de l'Europe à mettre un terme au partenariat, à moins que le partenaire ne s'engage et assure un changement radical de son comportement.

5. Suivi/Évaluation

Un suivi de la présente politique et de sa mise en œuvre est assuré de façon continue.

La présidente de l'association Maison de l'Europe est responsable de la diffusion de l'information concernant cette politique et sa mise en œuvre, ainsi que du suivi de toutes les questions relatives aux abus au sein de la Maison de l'Europe.



Fait à Nantes, le 7/02/2025

Karine Daniel – Présidente de la Maison de l'Europe